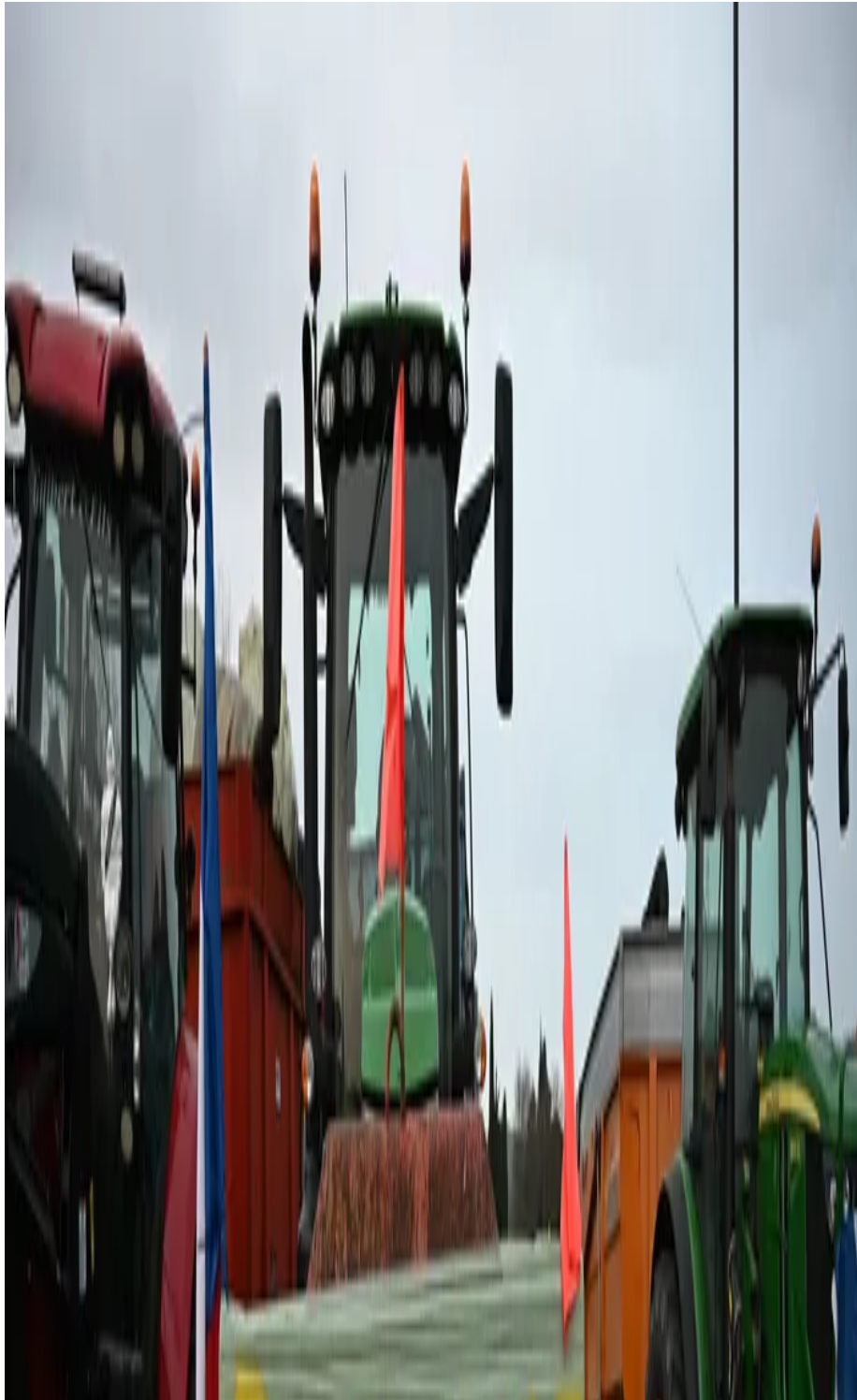


«Pourquoi les agriculteurs sont les victimes collatérales du blocage du détroit d'Ormuz»

Le 19 mars 2026 à 17h01







Des agriculteurs membres du syndicat Jeunes Agriculteurs bloquent un rond-point près de Castelnaudary, le 17 décembre 2025. *MATTHIEU RONDEL / AFP*

Essayiste, Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance, professeur en géopolitique et ancien conseiller du ministre libanais de l'Économie et du Commerce.

L'agriculture européenne aborde la saison des semis de printemps dans un climat d'incertitude particulièrement lourd. Entre la [flambée du prix du gaz](#), les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et le durcissement des règles environnementales européennes, les agriculteurs redoutent une nouvelle hausse marquée du coût des intrants, ces produits indispensables à la production agricole, au premier rang desquels [les engrais](#). Pour les organisations professionnelles et plusieurs analystes du secteur, le risque est celui d'un choc durable pour l'agriculture du continent.

Passer la publicité

Publicité

Cette semaine, [les prix du gaz](#) en Europe ont bondi d'environ 70 %. Deux événements ont provoqué ce mouvement brutal : l'arrêt de la production de gaz naturel liquéfié au Qatar et la fermeture effective du détroit d'Ormuz par les forces iraniennes. [Ce passage maritime](#) est l'un des points névralgiques du commerce mondial de l'énergie et des

matières premières agricoles. Près de 20 % du commerce mondial de gaz naturel liquéfié y transite, ainsi qu'environ un quart des expéditions mondiales d'engrais.

La réaction des marchés a été immédiate. En l'espace de deux jours, les prix des engrais azotés ont progressé de plus de 20 %. Selon plusieurs négociants, dans un scénario défavorable, le coût de l'urée et de l'ammoniac pourrait à nouveau doubler et atteindre, voire dépasser, les niveaux record observés en 2022.

Les manifestations agricoles qui ont paralysé Bruxelles et Paris entre décembre 2025 et janvier 2026 ont montré à quelle vitesse la contestation dans les campagnes peut atteindre les capitales européennes.

Pour l'agriculture européenne, [la hausse du gaz](#) a un impact direct. Le gaz naturel est à la fois la principale source d'énergie utilisée par l'industrie des engrais et la matière première indispensable à la fabrication de l'ammoniac, composant essentiel des engrais azotés utilisés dans les grandes cultures. Dans le même temps, les pays du Golfe ont progressivement pris une place importante dans l'approvisionnement du marché européen, rendant celui-ci particulièrement sensible aux tensions géopolitiques dans la région.

Ces nouvelles tensions surviennent alors que le secteur agricole traverse déjà une période de fragilité. Selon le [Copa-Cogeca](#), principale organisation représentant les agriculteurs européens, les achats d'engrais ont chuté jusqu'à 80 % au mois de janvier. Malgré ce recul de la demande, les prix restent très élevés : ils demeurent plus de 60 % au-dessus des niveaux observés avant la crise énergétique et ont encore progressé d'environ 25 % au cours de l'année écoulée.

Dans ces conditions, de nombreuses exploitations abordent la campagne de semis avec des réserves très inférieures à la normale, souvent limitées à 50 à 60 % des stocks habituellement disponibles. «*La crise des engrais reste aiguë*», a averti l'organisation. Face à ces coûts élevés, de nombreux producteurs ont déjà commencé à réduire les doses d'engrais appliquées aux cultures. Une stratégie qui permet de contenir les dépenses immédiates mais qui entraîne généralement une baisse des rendements. À moyen terme, cette réduction de la production peut affaiblir la compétitivité de l'agriculture européenne et se répercuter sur les prix alimentaires.

La situation rappelle fortement [le choc gazier](#) provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. À l'époque, l'explosion des prix du gaz en Europe avait entraîné un doublement du coût des engrais en seulement quelques mois. La crise énergétique actuelle s'accompagne désormais d'une pression réglementaire accrue. Depuis le 1er janvier 2026, l'Union européenne applique le mécanisme d'ajustement [carbone aux frontières](#), un dispositif destiné à taxer les produits importés en fonction de leur empreinte carbone. Malgré les demandes formulées par plusieurs ministres européens de l'Agriculture, la Commission européenne n'a pas modifié l'application de ce mécanisme aux engrais.

Passer la publicité

Publicité

Dans la pratique, le CBAM pourrait ajouter environ 40 euros par tonne pour certains produits comme l'urée, et jusqu'à 70 euros dans certains cas. Cette nouvelle charge réglementaire devrait bientôt être complétée par une hausse des droits de douane sur les engrais russes, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1er juillet 2026.

La Russie représentait encore plus d'un cinquième des importations d'engrais de l'Union européenne l'an dernier. Selon les estimations du secteur, la combinaison du CBAM et de ces nouvelles barrières tarifaires pourrait renchérir les intrants de 100 à 130 euros par tonne, soit une hausse supplémentaire de 20 à 25 %.

À lire aussi [*Guerre au Moyen-Orient : six pays, dont le Royaume-Uni et la France, affirment être «prêts à contribuer» à sécuriser le détroit d'Ormuz*](#)

Face aux critiques du secteur agricole, la Commission européenne a récemment proposé un dispositif visant [à alléger les droits de douane](#) sur certaines importations d'engrais provenant de fournisseurs autres que la Russie et la Biélorussie. L'initiative représente environ 60 millions d'euros d'allègements tarifaires. Les organisations agricoles ont salué ce geste, tout en soulignant son impact limité. Ce montant représente en effet moins de 1 % des plus de 6 milliards d'euros que les agriculteurs européens consacrent chaque année aux intrants importés.

Au-delà de la hausse des prix, les industriels s'inquiètent désormais d'un problème plus concret : la disponibilité physique des engrais. [La fermeture du détroit d'Ormuz](#) coupe en effet plusieurs grands producteurs du Golfe — notamment l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis — de leurs débouchés habituels. Ces pays représentaient environ 10 % des importations d'engrais azotés de l'Union européenne en 2025.

Dans ce contexte, d'autres fournisseurs importants pour l'Europe, comme l'Algérie et l'Égypte, pourraient être tentés de rediriger leurs cargaisons vers les marchés asiatiques, où les prix sont actuellement plus élevés. L'Union européenne fait donc face à un risque réel de tensions sur l'approvisionnement, d'autant que les flux en provenance de Russie continuent de diminuer. Les discussions autour d'éventuels quotas sur les importations d'ammoniac, dans le cadre de nouvelles sanctions contre Moscou, inquiètent également les industriels européens qui utilisent cette matière première pour produire des engrais sur le continent. Plusieurs experts soulignent que des pôles industriels importants situés en Belgique et en Lituanie pourraient être directement affectés.

À lire aussi [*L'éditorial de Philippe Gélie : «L'Otan prend l'eau à Ormuz»*](#)

Passer la publicité

Publicité

Cette crise intervient enfin dans un contexte commercial déjà délicat. L'Union européenne poursuit les négociations d'un [accord de libre-échange](#) avec les pays du Mercosur, tout en gérant des tensions tarifaires persistantes avec les États-Unis, qui constituent son deuxième marché d'exportation agroalimentaire.

Dans le même temps, le Brésil, premier fournisseur agroalimentaire de l'Union européenne, a importé plus de 14 millions de tonnes [d'engrais russes en 2025](#). Certains observateurs soulignent que l'augmentation des importations agricoles brésiliennes — produites avec des intrants moins coûteux et sous des normes environnementales différentes — pourrait accentuer la pression concurrentielle sur les agriculteurs européens, déjà confrontés à une forte hausse de leurs coûts.

La dimension politique du dossier devient désormais de plus en plus sensible. [Les manifestations agricoles](#) qui ont paralysé Bruxelles et Paris entre décembre 2025 et janvier 2026 ont montré à quelle vitesse la contestation dans les campagnes peut atteindre les capitales européennes. Les organisations professionnelles demandent désormais davantage de visibilité sur plusieurs sujets cruciaux : l'application du CBAM aux engrais, l'avenir de l'accord commercial avec le Mercosur et la capacité de l'Union européenne à adapter sa politique commerciale face à ce nouveau choc d'approvisionnement. À défaut de signaux plus clairs venant de Bruxelles, préviennent-elles, les tensions économiques qui ont alimenté les mobilisations de l'hiver dernier pourraient rapidement ressurgir.